



La santé n'a pas de prix

Depuis des années, les personnels de la santé alertent par des mobilisations pour obtenir des moyens, depuis plus d'un an ils sont en grève. Seule réponse obtenue, l'envoi de policiers et CRS pour réprimer, éborgner, gazer les manifestants pacifistes. La déflagration provoquée par l'arrivée du coronavirus le révèle à tous : les personnels avaient raison, leurs revendications étaient plus que légitimes. C'est désormais factuel, notre système de santé est exsangue, victime de lois plus destructrices les unes que les autres (Juppé, Bachelot, Touraine...)

C'est incontestable depuis des décennies, les gouvernements ont cassé l'hôpital public, réduit les budgets de la santé et la recherche, fermé des lits et des hôpitaux, diminué les moyens des EHPAD publics.

Il faudra, à un moment, sortir de ce triste constat. Si, pour tous les salariés et agents publics de la santé, l'heure n'est pas au règlement de compte, mais à la prise en charge de la santé de la population, le gouvernement devra s'expliquer ensuite sur la façon dont il a géré la crise. Il devra prendre des décisions fortes, les décisions qui s'imposent.

Le système de la santé, la société, attendent des mesures fortes et concrètes

Depuis le début de la crise du COVID19, les personnels hospitaliers sont « au front » malgré le manque d'effectifs et de moyens, avec des moyens de protection restreints, parfois inadaptés voire inexistants. Les masques, la solution hydro-alcoolique, et maintenant les réactifs pour les tests diagnostiques de l'infection au COVID19, tout est compté alors qu'il ne faut plus regarder à la dépense... mais l'industrie est aussi dans l'incapacité de produire en masse et immédiatement. Et les ordonnances n'ont pas décidé « la réquisition » des industries dans le cadre de ce qui est pourtant nommée « économie de guerre »

Le chef de l'État salue et remercie les efforts du personnel de santé « ces héros en blouse blanche », le personnel du service public, ceux et celles qui travaillent dangereusement. Il annonce un grand plan d'investissement dans notre système de santé, une revalorisation des carrières pour ses personnels, une prime pour les soignants et les fonctionnaires mobilisés, le paiement des heures supplémentaires... **mais il a fallu se battre** pour que ces « héros », s'ils tombent malades, ne se voient pas appliquer le jour de carence **et il faut toujours se battre** pour obtenir la reconnaissance d'une maladie professionnelle du personnel soignant victime de séquelles ou pire d'un décès.

Or, il y a urgence, maintenant, à débloquer des crédits conséquents pour les hôpitaux, la recherche, la prévention.

Il y a urgence, maintenant, à fournir à tous les personnels hospitaliers les moyens au quotidien pour prendre soin des patients, et pas seulement en situation de crise. Le salaire des infirmiers ne peut demeurer au 28^e rang sur 32 pays de l'OCDE !

Donner 45 milliards d'euros d'aide aux entreprises, pour le dispositif exceptionnel de chômage partiel et le fonds de solidarité en faveur des entreprises, c'est bien, mais il faut aussi des moyens nouveaux pour l'hôpital. Il faut augmenter l'ONDAM (Objectif National des Dépenses d'Assurance Maladie), qui limite les dépenses de la santé. Il faut abandonner le plan « ma santé 2022 » qui détruit un peu plus l'hôpital public dans la continuité des contre-réformes Juppé/Bachelot/Touraine.

Au CHU de Reims, les personnels des urgences et de la réanimation ont souhaité reconduire le préavis de grève, preuve que ces soignants ne décolèrent pas.

Dans les hôpitaux marnais, dans les cliniques privées, dans les EHPAD et pour les associations d'aide à domicile, sans oublier les praticiens libéraux, l'heure est à la chasse au matériel de protection pour assurer la sécurité sanitaire des patients, des résidents et des personnels. Des témoignages sont effarants, tels que demander à une Infirmière de garder son masque 10 heures alors que son efficacité ne dure que 4 heures, ou encore de laver son masque, le laisser sécher pour le réutiliser (sic !).

Eh oui cela peut paraître incroyable, mais les différents Ministres de la santé qui se sont succédé depuis la crise de la grippe H1N1 ont, pour des raisons purement économiques, décidé de ne pas renouveler le stock de réserve, nécessaire mais « périssable », en cas de crise comme celle d'aujourd'hui. Malheureusement, le bilan humain risque d'être lourd car la maladie n'attend pas qu'un pays soit prêt pour lutter contre elle.

Aujourd'hui, nous exigeons le matériel nécessaire à la protection de tous les salariés.

Et pendant ce temps-là, le chef de l'état semble découvrir les vertus de l'état providence et de la protection sociale

Ainsi, à la télévision le 12 mars, le Président de la République semble reconnaître que « *la santé gratuite, sans condition de revenus, de parcours ou de profession, notre État-providence ne sont pas des coûts ou des charges, mais des biens précieux, des atouts indispensables* » et qu'« *il est des biens et des services qui doivent être placés en dehors des lois du marché* ».

Il a même promis que « *tous les moyens nécessaires* » seront déployés pour la santé des citoyens « *quoiqu'il en coûte* ».

Plus largement, il a pris un énorme engagement : « *Déléguer notre alimentation, notre protection, notre capacité à soigner, notre cadre de vie, à d'autres, est une folie. Nous devons en reprendre le contrôle, construire, plus encore que nous ne le faisons déjà, une France, une Europe souveraine... Les prochaines semaines et les prochains mois nécessiteront des décisions de rupture en ce sens. Je les assumerai* ».

Bigre ! Lui qui, depuis juin 2017 s'échine à tout financiariser, notamment le système de retraite, et qui continue de privatiser les services et entreprises publics, vend le patrimoine de l'état tel que récemment la Française des Jeux... Qui peut croire qu'il va mener une politique inverse, satisfaire les besoins de la population et non les financiers ?

Personne ne le croit, ni les travailleurs, véritables chairs à canon, ni leurs organisations. Les sondages montrent l'évolution de la population. Au début de la crise, une majorité lui faisait confiance. Le 12 mars, près de 66 % approuvaient les bonnes réactions du gouvernement contre l'épidémie. Quelques jours plus tard, encore 59 % pensaient que le Président Macron leur disait la vérité et savait où il allait. Une semaine de confinement plus tard, 69 % jugent que le gouvernement n'est pas clair, 79 % qu'il ne sait pas où il va et 70 % qu'il ment.

Le même sondage explique les raisons de cette évolution, 75 % sont persuadés que le gouvernement n'a pas pris les bonnes décisions au bon moment et surtout qu'il n'a pas fait le nécessaire pour bien équiper les hôpitaux et les soignants face à l'épidémie. Tout le monde (97 %) affirme qu'il y a une pénurie de masques, ce dont est responsable le gouvernement actuel pour 65 %.

Les moyens, le changement ne viendra pas seul

Nous ne rêvons pas à un changement de politique après que la Grâce soit tombée sur l'Élysée, il est préférable de donner toute sa place, dans cette crise, aux revendications et à la défense des personnels, au rapport de forces pour obtenir tout de suite les moyens nécessaires et ensuite éviter qu'une nouvelle fois les travailleuses et travailleurs payent la crise.

Nous n'oublions pas qu'en 2008, ce sont les peuples qui ont payé la crise boursière.

Nous n'oublions pas que c'est à l'occasion d'un conseil des ministres « COVID-19 » que le 49.3 a fait passer manu militari la contre-réforme de la retraite par points aujourd'hui suspendue mais pas retirée.

Nos organisations syndicales saluent le courage et la détermination de tous les professionnels de santé.

Après la crise sanitaire viendra le moment d'exiger :

- la refonte complète de notre système de santé en partant des besoins de la population,
- une offre de soin égale quel que soit l'âge ou le lieu de vie des citoyens,
- la mise en œuvre effective d'un emploi par résident dans les EHPAD,
- une reconnaissance salariale de tous les personnels de santé,
- un plan d'investissement dans tous les territoires.